



Palestine

Colonisation & résistances

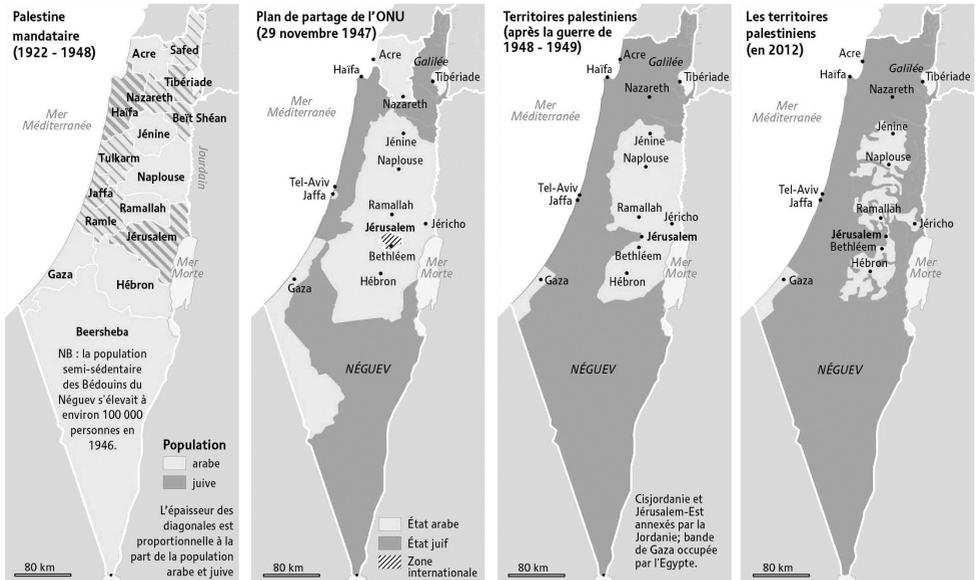


2
6
8
9
14
19
22

Histoire d'une colonisation
Notre combat : l'antisionisme
La résistance palestinienne
Les acteurs de la résistance
Quelques événements de la résistance
Les réfugiés
Répression et prisonnier.e.s palestinien.ne.s



Palestine/Israël : l'évolution de la colonisation



Histoire d'une colonisation

Les prémisses de l'occupation

La Palestine faisait partie du grand territoire de l'empire Ottoman depuis le début du 16e siècle. Bien que des juifs vivaient déjà dans cette région, les premiers vrais efforts de colonisation juive se concrétiseront par la fondation de la ville de Petah Tikva en 1878 par des pionniers religieux, avec l'aide financière de nombreux bourgeois.e.s occidentaux, rejoints par les immigrants de la première (1881-1890) et de la deuxième (1903-1914) Aliyah¹. Petah Tikva devint un centre de formation pour des milliers de travailleur.se.s, pionnier.e.s, qui y apprirent le métier de fermier.e.s avant de s'aventurer à créer de nombreuses implantations à travers le pays. Ces écoles agronomiques sont toujours actives aujourd'hui., connues sous le nom de Kiboutz.

Au début du 20eme siècle, les notions de « travail juif » et de « production juive » apparaissent. Aucun non juif ne fut

¹ Signifiant littéralement « ascension », ce terme désigne l'acte d'immigration en Israël.

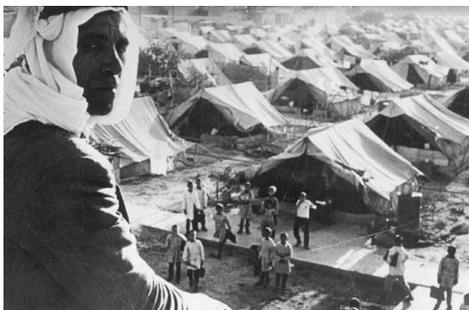


employé dans les nouvelles colonies qui s'établissent alors. Cela marque clairement un projet qui dépasse la colonisation, un projet d'exclusion totale des arabes non-juifs.

A la fin de la première guerre mondiale, l'empire Ottoman (allié de l'Allemagne défaite) s'écroule et les frontières de la région sont redéfinies par les puissances impérialistes qui sont sorties victorieuses de la première guerre mondiale, Royaume-Uni et France en tête.

En 1920, lors de la Conférence de San Remo, les alliés redéfinissent les frontières de la région. En 1923, c'est l'officialisation du mandat britannique sur la Palestine -ou Palestine mandataire- qui comprend les territoires situés entre la mer Méditerranée et le désert de Syrie, territoires correspondant aujourd'hui à Israël, à la Cisjordanie, à la bande de Gaza et à la Jordanie. La région est redessinée : la « Palestine » à l'ouest du Jourdain et l'« Émirat hachémite de Transjordanie » à l'Est, territoire autonome.

Le mandat britannique a pour objectif la mise en place en Palestine d'un « foyer national pour le peuple juif sur la base du lien historique existant entre le peuple juif avec la Palestine dans le but de reconstruire leur foyer national dans ce pays, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existantes en Palestine », tel que l'avait défini la Déclaration Balfour de 1917².



² Lettre du premier ministre britannique adressé au Baron de Rothschild, président de la Fédération sioniste de Grande Bretagne, dans laquelle il promet la création d'un foyer national juif en Palestine. Cet échange, dans un contexte d'antisémitisme fort en Europe, trahit la volonté de la bourgeoisie occidentale de régler le « problème juif ». Cette promesse permet par ailleurs d'obtenir le soutien financier de différentes banques afin de reconstruire une Europe post-première Guerre Mondiale.

La création d'Israël : la Nakba

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations-Unies vote la résolution 181 partageant la Palestine entre un Etat juif, un Etat arabe et fait de Jérusalem et sa région une ville internationale. Une guerre éclate dès le lendemain entre juifs et arabes de Palestine. En décembre, les sionistes ont déjà mobilisé près de 50 000 hommes bien armés, dépassant à la fois en nombre et en armement leurs adversaires. Des troubles et des heurts sont pris comme prétexte pour entamer le processus de purification ethnique de la Palestine. À partir du 21 décembre, la Haganah³ et d'autres forces sionistes clandestines attaquent des villages de la plaine côtière au nord de Jaffa (actuellement Tel-Aviv) et, le 31 décembre, elles massacrent 60 villageois à Balad al-Cheikh (district d'Haïfa). Cette action déclencha des douzaines d'autres tueries qui vidèrent près de 200 villes et villages de leur population palestinienne avant même le 15 mai 1948. Un exemple parmi d'autres : le 9 avril 1948, les sionistes massacrent 350 habitant.e.s du village de Deir-Yassin, village qui est complètement rasé. Des photos des victimes seront reproduites en affiches et collées dans les villages arabes avec cette inscription : « Si vous ne partez pas, voilà ce qui vous arrivera ».

Le 15 mai 1948, l'Etat juif déclare son indépendance sous le nom d'Israël avec la reconnaissance quasi-immédiate de l'URSS, des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France. Cet événement est connu pour les palestiniens sous le nom de Nakba (la Catastrophe). Plus généralement, la Nakba n'est pas la création de l'Etat d'Israël en tant que tel mais la suite d'événements qui découlent directement de celle-ci.

Entre le 15 mai 1948 et la mi-avril 1949, plus de 350 000 palestinien.ne.s prennent la route de l'exode, expulsé.e.s des zones contrôlées ou conquises par Israël ou fuyant les combats.

³ La Haganah était une organisation paramilitaire sioniste active de 1920 à 1948, date à laquelle elle intègre l'armée israélienne.

Notre combat : l'antisionisme

D'abord, définissons...

Sionisme : Si cette idéologie date du début du 18ème siècle, c'est à la fin du 19ème siècle qu'elle deviendra un mouvement politique, communautaire et de tradition religieuse. Ce mouvement revendique l'établissement d'un foyer pour le peuple juif, en se basant sur la croyance « d'une terre promise pour un peuple élu » et sur le mythe « d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Ce sionisme historique se nourrit de l'antisémitisme qui sévit en Europe, depuis les pogroms de la Russie tsariste jusqu'à l'extermination des juifs d'Europe organisé méthodiquement par les nazis. Après l'instauration de l'Etat d'Israël par les puissance impérialistes en 1948, le sionisme évolue en une idéologie d'Etat basée sur le racisme, l'apartheid et l'exploitation.

Antisionisme : Par principe antiraciste, il revendique les mêmes droits civiques, démocratiques, politiques, sociaux et culturels pour tous et toutes, vivant en Palestine ou exilé.e.s : juif.ve.s, musulman.e.s, chrétien.ne.s, athées... C'est le fondement de la lutte du peuple palestinien. L'antisionisme est aux antipodes de l'antisémitisme et le combat comme un ennemi mortel de la cause palestinienne. A l'inverse, le sionisme prétend amalgamer l'antisémitisme à l'antisionisme et le judaïsme au sionisme. L'antisionisme est par principe anticolonialiste, il défend les droits du peuple palestinien à sa terre et ses droits légitimes à l'autodétermination.



Israël, un Etat colonial

Après la seconde guerre mondiale, les pays impérialistes d'Europe en pleine reconstruction voient les colonies accentuer les luttes pour leurs indépendances. Malgré de longs combats des peuples colonisés, les Etats impérialistes lutteront et parviendront à maintenir leurs dominations, sous d'autres formes, dans ces pays. La domination coloniale des Etats de la « vieille Europe » laissera donc place à la domination impérialiste : militaire, politique, économique, culturelle... Les impérialistes vont soutenir les thèses sionistes pour d'une part instaurer un « Etat allié » en plein cœur d'une région stratégique depuis longtemps dominée par la France et l'Angleterre et pour d'autre part pousser à l'exil les populations juives d'Europe.

Au-delà de l'attrait géo-stratégique de la région, la Palestine sera aussi un laboratoire militaire (drônes, uzi, armes « non létales », gestion des foules...).

Israël présente des caractéristiques coloniales particulière. En effet, ce n'est pas l'extension d'un empire colonial classique mais l'instauration d'un nouvel Etat avec une population choisie et attirée sur un territoire déjà habité. Comme les autres colonies, le colonialisme israélien vise également à piller les ressources locales et à y exploiter sa main d'œuvre.

Une des armes du sionisme est de réduire à néant l'identité culturelle et les populations palestiniennes (lutte démographique, appropriation et destruction des cultures et traditions...). C'est pourquoi, on parle d'ethnocide. Le combat pro-palestinien n'est donc pas une lutte pour la reconnaissance d'un Etat palestinien établi sur les confettis que voudra bien laisser Israël. Cela reviendrait à se battre pour la reconnaissance de *bantoustans*⁴. Il est question de la destruction de l'Etat d'Israël en tant qu'entité coloniale.

Dans une logique anti-impérialiste, nous revendiquons une Palestine libre, multiculturelle et démocratique sur tout le territoire historique, de la mer au Jourdain (frontière de 1947) et le droit au retour des réfugié.e.s. Libre, c'est-à-dire débarrassée de l'impérialisme et du sionisme. Multiculturelle, c'est-à-dire où les traditions, les langues, les religions relèvent d'un choix personnel et cohabitent dans une liberté la plus totale. Démocratique, c'est-à-dire un pays dirigé par et pour le peuple.

⁴ Territoires créées durant la période d'apartheid en Afrique du Sud, réservées aux populations noires.



La résistance palestinienne

La société des nations confie en 1923 le mandat sur la Palestine au Royaume-Uni qui envisage de créer un foyer « national juif » en la séparant en deux : un Etat juif / un Etat arabe.

Choqués par cette déclaration qui va à l'encontre de la promesse de 1916⁵.

Le 21 avril 1936 débute une grève générale qui durera 174 jours (la plus longue de toute l'histoire des mouvements de libération à travers la planète). Elle aura un double effet. Tout d'abord de créer pour la première fois de façon structurée un mouvement de résistance palestinien -les historien.ne.s bourgeois.e.s aiment bien l'expression de «création d'une identité nationale». Ensuite, d'apeurer les sionistes. Ils avaient en face d'eux un peuple qui ne se laisserait pas coloniser si aisément, ce qui renforça l'idée qu'ils leur fallait créer une force armée.

La période de 1949 à 1967 connaît des actes de résistance qui gagnèrent lentement en force et portèrent leurs fruits avec la formation d'organisations politiques palestiniennes.

⁵ Pendant la première guerre mondiale, l'Angleterre avait encouragé les Arabes à entrer en guerre contre l'Empire Ottoman -allié à l'Allemagne- en échange de soutenir leur émancipation dans la région, lorsque l'empire Ottoman aurait disparu. Cependant après la guerre, des tensions autour du territoire palestinien apparaissent : ce territoire était-il inclus dans la promesse anglaise sur l'émancipation ?

⁶ Le panarabisme est un mouvement politique, culturel et idéologique qui vise à réunir et à unifier les peuples arabes.

Les acteurs de la résistance

Le Mouvement Nationaliste Arabe (MNA)

Il trouve ses origines à l'université américaine de Beyrouth vers la fin des années 1940. Georges Habache y mène un groupe d'étudiants nationalistes. Le groupe d'Habache rejoindra au début des années 1950 un autre groupe d'étudiant mené par un autre nationaliste arabe, Constantin Zureik. Il adopta progressivement une idéologie révolutionnaire et panarabe⁶. C'est un mouvement socialiste, nationaliste et laïc. De 1952 à 1958, le MNA connut un développement important au Liban, en Syrie, en Irak et en Jordanie.

Le Fatah

Fatah ou Fath est l'acronyme inversé de « harakat ut-tahrir il-falastîniyy », « Mouvement de Libération de la Palestine ».

Créé dans la clandestinité en 1959 au Koweït par Yasser Arafat (Abou Ammar de son nom de guerre) et ses partisans, c'est, à la base, un mouvement national révolutionnaire indépendant qui se fixe comme objectif d'édifier un Etat palestinien « unifié, laïque, démocratique et progressiste » en recourant à la lutte armée contre Israël. L'organisation est alors clairement anti-impérialiste, progressiste et antisioniste.

Le Fatah deviendra la plus grosse organisation de l'OLP (voir ci-dessous), elle rentre-tout toujours plus dans la négociation et le compromis avec Israël, ce qui, au fil du temps, lui fera perdre son côté révolutionnaire. Ainsi, pour nous, cette organisation ne fait plus partie du mouvement de résistance palestinienne.

Elle se fonda dans l'autorité palestinienne, jouant le rôle de supplétif d'Israël en Cisjordanie, comme dans la bande de Gaza jusqu'à y être remplacé par le Hamas en 2007.

Message du Fatah à l'occasion du premier Festival Culturel Panafricain (Alger, 21 juillet 1969)

« Le mouvement « El Fath » ne se contente pas d'accorder un soutien politique ou moral, mais pense assumer un rôle direct dans le mouvement révolutionnaire, dans lequel il serait à l'avant-garde du combat en Palestine, à l'instar de toutes les formes combattantes en Afrique, ou de celles qui veulent lutter pour leur liberté partout où règnent la tyrannie, les exactions, le racisme et le colonialisme.

Ce que nous vous affirmons n'est nullement un message de circonstance, mais bien un engagement. que prend le mouvement « El Fath », pleinement conscient de ses responsabilités dans le combat révolutionnaire mondial. »

L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP)

Elle est créée à la suite du premier Sommet arabe organisé par Nasser NOTE au Caire du 13 au 17 janvier 1964. Ce sera, comme la nomme les palestiniens, la « maison palestinienne ». Le moyen d'action envisagé par l'OLP étant la lutte armée, une Armée de libération de la Palestine (ALP) sera donc créée.

Yasser Arafat est élu président de l'OLP en 1969, il le sera jusqu'à sa mort le 11 novembre 2004.

Toutes les différentes factions de la résistance palestinienne s'y sont retrouvées avant que son rôle d'unificateur et de moteur de la résistance soit mis à mal par les trahisons répétées du Fatah. Aujourd'hui l'OLP est à la tête de l'autorité palestinienne qui tente de quémander un Etat palestinien sur les confettis concédés par Israël.

Le Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP)

Le FPLP est créé le 11 décembre 1967. Issue du MNA, il est initié par Georges Habache et Ahmed Jibril. L'organisation adopte une ligne marxiste et le centralisme démocratique pour fonctionnement. Elle est à la fois politique et militaire. L'accent étant mis sur la lutte armée afin de libérer la Palestine et de mettre en place un Etat palestinien sur toute la Palestine historique, ce qui implique la destruction de l'Etat d'Israël.

Le FPLP devient rapidement le deuxième groupe par son importance après le Fatah de Yasser Arafat. Des scissions apparaissent cependant. En 1968, Ahmed Jibril forme un groupe indépendant Front populaire de libération de la Palestine-Commandement Général soutenu par le parti Baas⁷ alors au pouvoir en Syrie.

En 1969, Nayef Hawatmeh forme le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), idéologiquement plus proche des idées maoïstes (notamment sur la notion de l'avant garde) alors que le FPLP reprenait la stratégie du foyer insurrectionnel de Guevara, se réclamant des expé-



riences chinoise, vietnamienne et cubaine. Par la suite, le FDLP adoptera une ligne de plus en plus conciliante et réformiste.

Le FPLP estime qu'il faut frapper l'ennemi -le sionisme mais aussi les puissances impérialistes et les régimes arabes à leur solde- là où il se trouve. C'est pourquoi il a entrepris des opérations dans le monde arabe et à l'extérieur (détournement d'avions, attaques d'ambassades...).

En mars 1972, lors de son 3eme congrès, le FPLP décide de stopper les détournements d'avions, une pratique qui permettait d'échanger des otages israélien.ne.s avec des prisonnier.e.s, et surtout de faire connaître médiatiquement et mondialement la lutte du peuple palestinien. L'arrêt de ces actions entraînera une nouvelle scission : le FPLP – Opérations spéciales.

Le FPLP inscrit son combat dans la révolution arabe mais aussi mondiale. Il veut porter la rupture et le changement au sein du monde arabe en s'inscrivant dans la lutte de libération planétaire. De ce fait, ce sera le mouvement palestinien le plus internationaliste et il acceptera en son sein de nombreux.ses combattant.e.s volontaires étranger.e.s tant arabes qu'euro péen.ne.s ou autre. Il s'appliquera ainsi à tisser de nombreux liens avec différents mouvements de lutte armée des années 1970/80 : Arméniens de l'ASALA, Japonais de l'Armée Rouge, Allemands de la RAF, des RZ ou du Mouvement du 2juin, Kurdes du PKK ou encore FARL du Liban...

⁷ Baas (ou Baath) : parti de la résurrection arabe et socialiste. Parti socialiste, nationaliste et panarabique créé en 1947 en Syrie. Il est au pouvoir en Syrie de 1963 à nos jours et en Irak de 1968 à 2003.

Charte nationale palestinienne

Ecrite pour le premier congrès de l'OLP (mai 1964), elle est reprise et adaptée par le premier conseil national palestinien réuni en congrès au Caires en juillet 1968. Les quatre articles choisis ici reflètent bien le fond de la résistance palestinienne, celui que défend encore le FPLP. Notons tout de même que l'article 6 doit être lu dans le contexte de l'époque ; aujourd'hui, la position défendue est que tous ceux et celles qui voudront vivre en Palestine libre le pourront, juifs ou non et qu'ils/elles jouiront des mêmes droits.

Article 1. Le peuple palestinien est une partie de la nation arabe.

Article 6. Les Palestiniens sont les citoyens arabes qui ont normalement vécu en Palestine jusqu'en 1947, qu'ils soient demeurés ou qu'ils en aient été expulsés. Tout enfant né de parents palestiniens après cette date, soit en Palestine même, soit à l'extérieur, est un Palestinien.

Article 9. La lutte armée est le seul moyen de libérer la Palestine.

Article 11. Mobilisation et libération nationale (qawmi) et unité patriotique (watani) à la fois.

Le Hamas

Ahmed Yassine, pour contrer la main mise de l'OLP sur la Première Intifada, crée Hamas en 1987. Il se développa d'une manière considérable devenant un acteur important dans la bande de Gaza puis en Cisjordanie. L'organisation s'attaque aux soldats israéliens isolés, à incendier des champs et des boutiques appartenant à des individus israéliens. Son influence grandira, l'organisation faisant au cours des années de plus en plus de l'ombre à l'OLP. Au départ très radicale vis à vis d'Israël, elle amoindrira son discours, notamment lorsqu'elle se lancera dans les élections municipales de 2005. Il reconnaît aujourd'hui l'Etat israélien à travers la revendication des frontières de 1967.

Le Hezbollah :

Le Hezbollah fondé en juin 1982, est un mouvement politique chiite libanais possédant une branche armée (Al-Muqawama al-Islamiyya, Résistance islamique) qui fut créée en réaction à l'invasion israélienne du Liban en 1982.

Ses objectifs reflétaient sa double nature nationaliste et islamiste : lutter contre l'occupant israélien, et libérer son territoire, mais aussi la perspective d'un Etat islamique au Liban basé sur une volonté populaire (il est écrit dans le texte de fondation : « Nous ne voulons pas d'un Islam qui régnerait au Liban par la force »). Quant à la perspective d'un Etat islamique au Liban, elle a implicitement été abandonnée par le Hezbollah. Dans la pratique, le Hezbollah continue à s'allier à la classe dirigeante libanaise elle-même alliée à l'impérialisme US et français.

En 2006, Israël envahit le Sud Liban prenant comme prétexte les tirs de roquette envoyés depuis les territoires contrôlés par le Hezbollah. De fait, celui-ci autorisait un certains nombres de groupes palestiniens à se servir de leur territoire comme base arrière. Il sera la première force de résistance libanaise durant ce conflit, ce qui renforcera considérablement son poids politique. Il reste aujourd'hui pour beaucoup un allié de la résistance palestinienne.

Il ne faut pas oublier que la résistance palestinienne est également constituée d'individu autonomes (sans organisation) qui luttent au quotidien contre l'impérialisme.

Le positionnement de Coup pour Coup 31

Au sein de la résistance palestinienne (comme dans presque toutes les résistances ailleurs dans le monde) plusieurs courants s'affrontent, évoluent, etc. Il nous faut savoir étudier ces courants, pour défendre les organisations dont nous jugeons la ligne politique progressiste, tout comme pour nous démarquer des organisations qui portent un projet de société réactionnaire.



Le caractère progressiste ou non d'une organisation est basé sur leur pratique et sur leur ligne politique. Ces critères sont nombreux et variés, la question des droits des minorités ethniques, religieuses, culturelles, la question du droit des femmes, du racisme, du rapport à l'occupant ou à l'agresseur, du type d'Etat à construire, etc. Cela pourrait être résumé par la question : quel projet de société porte l'organisation en question ? Et sommes-nous en accord avec ce projet de manière générale (ou à minima) ?

Force est de constater, qu'aujourd'hui, le FPLP est la seule organisation progressiste qui dispose d'une base solide dans les masses. D'autres forces dans le passé rentraient dans ses critères (le Fatah en est le parfait exemple). Par conséquent nous apportons au FPLP un soutien politique pour populariser leur ligne et leur combat. Cela dit, nous ne sommes pas une officine du FPLP en France, c'est-à-dire que nous ne donnons pas carte blanche au FPLP, et que nous nous gardons le droit de critiquer certaines de ses actions ou prises de positions d'aujourd'hui ou d'hier. La principale critique serait leurs alliances avec des Etats réactionnaires, tels que l'Iran ou la Syrie de Bachard Al Assad.

Quelques événements de la résistance

Guerre des 6 jours

C'est la guerre que mena, du lundi au samedi 10 juin 1967, Israël face à l'Égypte, la Jordanie et la Syrie.

Cette guerre fut déclenchée comme une « attaque préventive » d'Israël contre ses voisins arabes, à la suite du blocus du détroit de Tiran aux navires israéliens par l'Égypte le 23 mai 1967 (les Israéliens avaient préalablement annoncé qu'ils considéreraient cet acte comme un casus belli). Le soir de la première journée de guerre, la moitié de l'aviation arabe était détruite ; le soir du sixième jour, les armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes étaient défaites. En moins d'une semaine, l'Etat hébreu tripla son emprise territoriale : l'Égypte perdit la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï, la Syrie fut amputée du plateau du Golan et la Jordanie de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. A la suite de la guerre des six jours, qui a pour conséquence l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, la résistance se ré-organise, aussi bien dans ces deux territoires qu'à partir des Etats arabes voisins où 200 000 nouveaux réfugiés (pour certains, il s'agit d'une seconde exode) viennent d'arriver. Cette guerre amènera une désillusion dans les populations de la région sur le rôle des régimes arabes et leur volonté de libérer à tout prix la Palestine.

Septembre Noir

En Jordanie, les Palestiniens représentent alors deux tiers de la population jordannienne et leur droit à l'autodétermination pourrait engendrer la fin du royaume. Le 1er septembre 1970, le roi Hussein de Jordanie échappe à un attentat palestinien. Le 6 septembre, le FPLP détourne en même temps quatre avions de ligne : une tentative échoue (par un groupe mené par Leïla Khaled), mais les trois autres avions se posent sur l'ancienne base aérienne Dawson à Zarka (Jordanie). Ce détournement est connu sous le nom de « détournement de Dawson's Field ».



Le 12 septembre 1970, sur Dawson Field, où sont retenus des otages juifs et israéliens, les pirates de l'air du FPLP font exploser les trois avions vides devant la presse internationale.

Ces événements mettent le feu aux poudres, et le roi Hussein de Jordanie ne peut plus reculer, il décide alors de recourir à la force et d'éliminer de son territoire la résistance palestinienne. Le 16 septembre, il décrète la loi martiale. Le 17 septembre 1970, l'armée jordanienne intervient massivement contre les fedayins, et l'artillerie commence à bombarder les camps de réfugiés et les bâtiments qui abritent les organisations palestiniennes. Au bout de dix jours de pilonnages, les camps sont rasés et les organisations palestiniennes doivent trouver refuge au Liban et même en Israël. C'est la première fois de l'histoire qu'un régime arabe attaque frontalement la résistance palestinienne.

Le siège de l'OLP et les principales organisations de résistance se retrouvent donc à Beyrouth, au Liban. Appuyé par l'Accord du Caire⁸ signé le 3 novembre 1969 entre l'armée libanaise et l'OLP, le Liban se retrouve au centre de la mouvance panarabe révolutionnaire.

La guerre du Kippour (du 6 octobre au 24 octobre 1973)

Le jour du jeûne de Yom Kippour, férié en Israël, qui coïncidait avec la période du Ramadan, les Égyptien.ne.s et les Syrien.ne.s attaquèrent par surprise simultanément dans la péninsule du Sinaï et sur le plateau du Golan, territoires respectivement égyptien et syrien occupés par Israël depuis la guerre des Six Jours. Profitant d'une supériorité numérique écrasante, les armées égyptiennes et syriennes avancèrent durant 24 à 48 heures, le temps qu'Israël achemine des renforts. Même si les attaquant.e.s bénéficiaient toujours d'une large supériorité numérique, l'armée israélienne, possédant une des armées les plus puissantes militairement et technologiquement du monde, a put alors les arrêter. En une semaine, Israël retrouva son potentiel militaire et lança des contre-offensives qui lui permirent de pénétrer profondément en Syrie et de traverser le canal de Suez pour progresser au sud et à l'ouest en Égypte. La réussite militaire initiale égyptienne débouche sur l'ouverture des négociations de paix qui aboutirent aux accords de Camp David en 1978. Contre l'engagement de ne plus attaquer Israël (engagement tenu jusqu'à aujourd'hui), l'Égypte récupéra la péninsule du Sinaï, occupée après la guerre des Six jours de 1967.

⁸ L'Accord du Caire donnait notamment le droit à la création d'unité du Commandement de la lutte armée au Liban.

Les suites de la guerre du Kippour

Suite à cette guerre, le VIIème sommet arabe qui se tient à Rabat le 29 octobre 1974 reconnaît l'OLP comme le représentant du peuple palestinien, son orientation politique et diplomatique est désormais préférée à l'action militaire.

Les divisions entre Fatah et FPLP s'aiguisent. Georges Habache parle alors d'un « Front du refus » face aux pays arabes enclins à un compromis avec Israël.

En 1973, le Front du refus est créé face à l'hégémonie d'Arafat. Il regroupe le FPLP, le FPLP-Commandement Général et le FLA (Front de Libération Arabe, issu du ba'athisme irakien).

En 1975, le Liban est plongé dans la guerre civile opposant phalangistes chrétiens⁹ et résistance palestinienne installée là à la suite des exodes et défaites successives. La résistance palestinienne est en passe de l'emporter en 1976 et paradoxalement cela inquiète la Syrie qui a peur de voir installer sur ces marges un foyer palestinien révolutionnaire. Elle intervient donc avec des groupes palestiniens alliés au régime syrien (notamment *Saiqa*¹⁰), sauvant les milices chrétiennes de la déroute et privant la résistance palestinienne de son autonomie d'action et tentant

de l'intégrer à son jeu régional.

Depuis l'intervention syrienne, les combattant.e.s palestinien.ne.s se sont concentré.e.s au Sud Liban et poursuivent de là leurs opérations de commandos. En mars 1978, Tsahal envahit la zone jusqu'au fleuve Litani et en 1982 elle pousse jusqu'à Beyrouth qu'elle investit en septembre. C'est l'Opération Paix en Galilée. L'objectif est double : détruire physiquement la résistance palestinienne et installé à la tête du Liban leur allié chrétien, en l'occurrence le phalangiste Bachir Gemayel. Au milieu du mois d'août 1982, un accord fut trouvé pour l'évacuation des Palestiniens et des forces syriennes de Beyrouth. L'évacuation fut réalisée sous l'égide de la France de Mitterrand qui évacua la résistance palestinienne en arme sur un de ses navires de guerre vers Tunis. L'évacuation fut achevée le 31 août.

Les combattant.e.s étant parti.e.s, et utilisant le prétexte de l'assassinat du dirigeant phalangiste Gemayel, les milices phalangistes libanaises massacrent les camps de Sabra et Chatila sous l'œil complaisant de l'armée israélienne du 16 au 18 septembre 1982.

Privé de ses bases d'attaque et de toute initiative militaire, l'OLP d'Arafat se

⁹ Regroupé dans le parti politique Kataëb (phalange), les phalangistes sont en grande majorité des chrétiens Maronites, défendant des idéologies fascistes.

¹⁰ Saiqa : « Coup de foudre », mouvement politique et militaire palestinien créé et contrôlé par la Syrie. Branche palestinienne du Parti Baas syrien, exclu de l'OLP en 1983.

lance dans une incertaine conquête diplomatique, abandonnant peu à peu la lutte armée. A l'inverse la Saïqa, le FPLP, le FPLP-CG, le FDLP et d'autres groupes radicaux poursuivent la lutte sur le terrain militaire.



L'Intifada (le soulèvement)

Alors que depuis 1948, tous les espoirs de la résistance furent mis sur l'extérieur, c'est de l'intérieur des Territoires occupés, que va venir le renouveau nécessaire à la relance de la lutte.

L'Intifada commence en décembre 1987 à Gaza et voit l'apparition du mouvement islamiste sur la scène insurrectionnelle palestinienne. Alors qu'à l'extérieur la résistance se déchire, à l'intérieur c'est « l'union sacrée » au sein d'un « Commandement national unifié du soulèvement » (CNU). Le Commandement National Unifié créé pour structurer l'intifada, regroupe les quatre grandes organisations membres de l'OLP ; le Fatah, le FPLP, le FDLP et Parti Communiste Palestinien (PCP), et le Hamas.

Fort de ce nouvel impact médiatique, beaucoup plus présentable que les « actions terroristes », l'OLP se lance dans une intense activité diplomatique et déclare renoncer au « ter-

rorisme ». Contradiction quand on sait que l'OLP regroupe en son sein plusieurs organisations qui elles poursuivent la lutte armée à l'extérieur.

Finalement Arafat signe les accords d'Oslo (13 septembre 1993), première pierre d'un processus de paix qui n'en finit pas depuis de s'étirer dans le temps. Les accords qui, outre une reconnaissance mutuelle, instaurent un gouvernement palestinien autonome dans la région de Jéricho et de Gaza. Cela va marquer un tournant décisif pour la résistance et son soutien. Le Fatah et l'OLP acceptent alors de désarmer la résistance et de reconnaître complètement l'Etat d'Israël. En échange de quoi, ils ont obtenu une autonomie fantôme (de fait sous contrôle israélien) pour quelques territoires de Gaza et de Cisjordanie.

Le 28 septembre 2000, la visite d'Ariel Sharon¹¹ sur l'Esplanade des Mosquée déclenche la Seconde Intifada. Grâce à son influence grandissante, Hamas est l'organisation en premier plan de cette Intifada.

Une vague d'actes de résistance à partir de septembre 2015, surtout à Jérusalem, donnera le terme "d'Intifada des couteaux". Ce terme, donné par les médias internationaux, est utilisé en référence aux nombreuses attaques de colons par des palestiniens armés de couteaux.

¹¹ Homme politique israélien, il s'illustra notamment comme ministre de la défense de 1982 à 1990. Il fut premier ministre de 2001 à 2006.

La campagne BDS



Campagne de « Boycott, Désinvestissements et Sanctions » d'Israël, lancée à l'appel de la « société civile » palestinienne le 9 juillet 2005. L'idée est de construire la solidarité internationale avec la Palestine par le boycott d'Israël, reprenant la campagne de boycott de l'Afrique du Sud d'apartheid. La campagne internationale fait partie du mouvement de résistance du peuple palestinien (et de ses soutiens à l'international) contre la colonisation de la Palestine. Cette campagne se veut une réponse non-violente à l'impunité d'Israël. C'est un appel à boycotter tous les produits israéliens, à pratiquer un boycott sportif, culturel et universitaire mais aussi à faire pression pour arrêter les diverses collaborations avec Israël.

Les réfugiés



C'est environ 800 000 palestiniens qui fuient la colonisation de leur pays lors de la Nakba de 1948 et se réfugient dans des camps de fortune en Cisjordanie, à Gaza ou dans les pays voisins.

À l'issue de la Guerre des Six Jours qu'Israël déclencha en 1967, le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et le plateau du Golan sont alors occupés. Plus de 300 000 Palestiniens supplémentaires s'enfuient pour la plupart vers la Jordanie. Certains sont des réfugiés de 1948, d'autres sont de nouveaux réfugiés. La région de la vallée du Jourdain, en particulier, limitrophe de la Jordanie, se vide pratiquement de toute sa population. C'est donc plus d'un million de réfugiés qui se retrouvent dans les camps de Jordanie, du Liban, de Syrie, mais aussi de Cisjordanie ou de Gaza. Ils bénéficient d'un statut spécial reconnu par l'ONU, reconnaissant leur droit au retour, ainsi qu'à leurs descendants.

On compte alors aujourd'hui plus de 5 millions de réfugiés palestiniens, soit près des 2/3 du Peuple palestinien. Ils possèdent un statut différent suivant le pays d'accueil. Au Liban par exemple, ils ne sont pas considérés comme citoyens et sont privés de certains emplois.



Le droit au retour

Le droit au retour est reconnu par le droit international : article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 ; article 12 de la Convention Internationale des Droits Civils et Politiques (1966, ratifié par Israël en 1991) et la résolution 194 des Nations Unis (adoptée le 11 décembre 1948). Mais au-delà du droit international (qu'Israël et les impérialistes ne reconnaissent que lorsqu'il lui est favorable), le droit au retour, pour tous les réfugié.e.s et enfants de réfugié.e.s, constitue une revendication clef du peuple palestinien, au même titre que la libération de toute la Palestine.

Nous reproduisons ici un texte de Pierre-Yves Salingue sur

« Les réfugiés palestiniens sont, par leur seule existence, la preuve historique de l'injustice commise par l'ONU en novembre 1947 et celle de la nature coloniale irréfutable d'un Etat d'Israël né, non d'une prétendue lutte de libération nationale, mais d'une opération programmée de nettoyage ethnique. [. . .]

Les réfugiés palestiniens, quand ils revendiquent leur droit au retour sur les terres et dans les maisons dont ils ont été chassés par la violence des groupes terroristes sionistes en 1948 puis en 1967, sont la marque identitaire du conflit israélo-arabe, la preuve vivante de l'illégitimité de cet Etat colonial imposé par la force au cœur d'une région arabe convoitée par l'Impérialisme pour ses richesses et à cause de sa position stratégique.

Pour supprimer cette marque identitaire, il faut dissoudre l'existence même des réfugiés palestiniens et, à défaut de pouvoir les faire disparaître, les réduire à une question humanitaire.

Mais voilà...Les réfugiés palestiniens ne se sont pas transformés en une simple addition de mendiants dispersés et voués à être absorbés et digérés au sein des communautés nationales des Etats qui ont été contraints de les « accueillir ». Dans leur immense majorité ils ont refusé d'oublier, ils ont refusé d'être dépossédés de leur histoire, ils ont collectivement maintenu leur volonté de survivre et de vivre, ils ont gardé une colère intacte et ils ont refusé d'abdiquer leurs droits. [...]

En chiffres

Lieux	Camps officiels	Réfugié.e.s vivant dans les camps	Total des réfugié.e.s
Jordanie	10	2 070 973	2 154 486
Liban	12	447 328	483 375
Syrie	9	517 255	569 645
Cisjordanie	19	754 411	914 192
Bande de Gaza	8	1 240 082	1 307 014
Total	58	5 030 049	5 428 712

cette question fondamentale des réfugié.e.s.

En concentrant l'attention sur la création de territoires autonomes confiés à une Autorité palestinienne, Oslo a été une tentative supplémentaire de liquider « la question des réfugiés ». [...]

Réduire le conflit à un problème de partage de territoires entre Israéliens et Palestiniens, c'est d'une part reconnaître la légitimité de l'existence de l'Etat colonial et d'autre part mettre un terme définitif à l'ambition de « libération nationale », remplacée par une « processus de paix » où les deux parties « négocient ».

En outre, dès lors que le conflit est réduit à une querelle frontalière, le problème des réfugiés semble plus aisé à résoudre : ceux qui le voudront pourront « revenir dans l'Etat de Palestine » ! [...]

L'effacement des illusions d'Oslo a suscité un profond mouvement de réflexion chez les réfugiés palestiniens.

Des initiatives populaires se sont développées depuis les camps de réfugiés, dans la diaspora palestinienne et chez les Palestiniens résidant en Israël, visant à remettre la question des réfugiés et de leur retour à la première place de l'agenda palestinien, considérant qu'aucune paix n'était possible sans l'application du droit au retour et donc sans la réaffirmation d'un projet de libération nationale.

Le retour n'est plus « seulement » une revendication, c'est devenu un projet politique qui structure la reconstruction de l'ensemble d'une démarche collective de résistance au nettoyage ethnique et d'opposition à la volonté sioniste de faire reconnaître par les Palestiniens eux-mêmes la légitimité d'un « Etat juif » et de les faire ainsi renoncer à leur droit à la résistance. [...] »

Répression

et prisonnier.e.s palestinien.ne.s

A ce jour, plus de 7000 prisonnier.e.s palestinien.ne.s seraient détenu.e.s dans les prisons israéliennes, selon les statistiques publiées en mai 2016 par l'association Addameer, dont 715 en détention administrative et 414 enfants.



Marouane Barghouti

Membre du Fatah (tendance de gauche). Arrêté à Ramallah par les forces israéliennes le 15 avril 2002, il a été le tout premier parlementaire palestinien détenu. Condamné cinq fois à la prison à vie pour avoir commandité cinq meurtres, dont l'attentat du SeaFood Market à Tel-Aviv dans lequel trois civils ont perdu la vie, il a écopé en plus de 40 ans de réclusion pour une tentative de meurtre déjouée par l'armée israélienne. Il a cependant été acquitté de 21 autres chefs d'inculpation pour meurtres. Lors de son procès, Marwan Barghouti a refusé de se défendre, ne reconnaissant pas la légitimité du tribunal israélien et affirmant être innocent des chefs d'accusation portés contre lui.

Ahmad Saadat

Secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP). Il est élu au Conseil Législatif Palestinien. Il fût enfermé depuis 2002 dans les prisons de l'Autorité Palestinienne, sous surveillance américaine et britannique, jusqu'à son enlèvement par les forces d'occupations israéliennes le 14 mars 2006 à la suite d'un raid militaire à la prison de Jéricho.

Le 25 décembre 2008, il a été condamné à 30 ans d'emprisonnement dans les prisons de l'occupation. Ahmad Sa'adat a été placé en isolement, dans différentes prisons, depuis le 16 mars 2009, et son isolement est systématiquement renouvelé par les tribunaux de l'occupation.

Khalida Jarrar

Enfermée depuis le 2 Avril 2015, Khalida est une avocate palestinienne, spécialisée dans la défense des prisonniers palestiniens au sein du réseau Addameer. Elle est membre du FPLP et préside du Comité du Conseil législatif palestinien des Prisonniers. Elle est également active dans le mouvement des femmes palestiniennes, une voix féministe de premier plan pour la défense des droits des femmes. En août septembre 2014, une campagne internationale en soutien à Khalida Jarrar fut lancée, exigeant l'annulation de «l'ordonnance de surveillance spéciale» et de son transfert forcé de Ramallah à Jéricho.

Elle a été libérée le 3 juin 2016.

Samidoun

Samidou «Palestinian Prisoner Solidarity Network» est un réseau basé en Amérique du Nord, qui travaillent à construire la solidarité avec les prisonniers palestiniens dans leur combat pour la liberté. Samidoun s'est développé lors de la grève de la faim des prisonniers Palestiniens en septembre-octobre 2011 dans les prisons israéliennes. Coup pour Coup 31 a rejoint le réseau Samidoun en 2016 afin de renforcer et construire collectivement à l'échelle mondiale le mouvement de soutien aux prisonniers.

La détention administrative

Héritée du mandat britannique, cette disposition permet aux autorités militaires israéliennes de retenir quiconque pour six mois renouvelables indéfiniment, sans procès et sans informer le détenu des charges qui pèsent contre lui. L'Etat israélien se sert de la détention administrative comme une véritable politique depuis 1948, et y a progressivement eu recours dans tous les territoires conquis depuis 1967.

Bilal Kayed

Militant du FPLP enfermé pour ses activités durant la seconde Intifada le 14 décembre 2001, il devait avoir purgé sa peine et être libéré en juin 2016. Mais le jour de sa libération, les autorités israéliennes le placent en détention administrative, ce qui leur permet de le retenir sans limite de temps. Il entame alors une grève de la faim de 71 jours qui, appuyée par une campagne internationale de solidarité, oblige Israël à fixer une date de libération. Bilal Kayed est finalement sorti de prison le lundi 12 décembre 2016.

Georges Abdallah

Un prisonnier de la cause palestinienne dans les prisons françaises



Georges Abdallah, militant communiste libanais, a combattu dans les rangs du FPLP dans les années 70. Motivé par son engagement communiste, pour la cause palestinienne et contre l'invasion du Liban par Israël (1978 et 1982), il créa les FARL (Fractions Armées Révolutionnaires Libanaise) afin de « frapper l'ennemi partout où il se trouve ».

Les FARL revendiqueront en 1982 les assassinats politique de Charles Ray et de Yacov Barsimentov. Charles Ray était attaché militaire américain en France, agent de la DIA, (Defense Intelligence Agency), l'équivalent de la CIA pour le

ministère de la défense US. Yacov Barsimentov était diplomate israélien et agent du Mossad (service secret israélien).

Georges Abdallah sera arrêté à Lyon le 24 octobre 1984 et condamné le 10 juillet 1986. Libérable depuis 1999, l'Etat français refuse toujours de le laisser sortir malgré ses neuf demandes de libération conditionnelle.

Israël pourchasse partout dans le monde les résistants et résistantes palestinien.ne.s, comme le montrent les deux exemples suivants.

Omar Nayef

Omar Nayef Zayed est né dans la ville de Jénine, en Cisjordanie occupée. Membre du FPLP, il est arrêté à Jérusalem en 1986. Après un procès dans un tribunal militaire israélien, il est reconnu coupable de complicité dans le meurtre d'un colon israélien et condamné à une peine de prison à vie. En 1990, il se lance dans une grève de la faim qui durera 40 jours. Alors qu'il est soigné dans un hôpital de Bethléem, il s'échappe et fuit la Palestine.

Après avoir voyagé clandestinement à travers le Moyen-Orient, il entre en Bulgarie en 1994. Il y épouse plus tard sa femme avec qui il aura trois enfants.

Le 15 décembre 2015, Israël réclame à la Bulgarie son extradition vers Tel-Aviv. Omar Nayef Zayed trouve alors refuge à l'ambassade de Palestine, pays reconnu par la Bulgarie depuis 1988.

Le 26 février 2016, il est assassiné à l'intérieur même de l'ambassade. Si les circonstances de sa mort restent floues, la responsabilité d'Israël dans son assassinat ne fait aucun doute.



Rasmea Odeh

Militante palestinienne vivant aux USA. Arrêtée et jugée en 1969 pour son appartenance à la résistance armée et accusée d'avoir participé à des «actes de terrorisme» par Israël, elle passa 10 ans dans les geôles de l'occupant. Ses aveux ont été arrachés après de violentes tortures dont des tortures sexuelles. Libérée en 1980 dans un échange de prisonniers entre le FPLP et Israël, elle fuit son pays et se réfugie en Jordanie, puis aux Etats-Unis en 1995. Depuis mars 2015, l'administration américaine lui reproche d'avoir mentie pour obtenir sa nationalité américaine. Après avoir passé 18 mois en rétention, elle a été libérée. Pourtant, son jugement en appel court toujours, elle risque l'emprisonnement et le retour... en Israël.



Le soutien à la lutte du peuple palestinien est un combat anti-colonialiste et anti-raciste contre l'entité sioniste mise en place puis appuyée par les Etats impérialistes, USA et Europe en tête.

Contre cela, notre combat doit être anti-impérialiste et internationaliste. Il ne doit pas tomber dans le piège de la reconnaissance d'un Etat d'Israël (qui serait la reconnaissance de fait du colonialisme israélien), ni concéder une miette aux idées réactionnaires et/ou antisémites de tout poil.

Notre combat ne doit pas se substituer à la lutte légitime du peuple palestinien, mais se place en soutien internationaliste, autour des revendications suivantes :

- ➔ **Soutien à la résistance progressiste palestinienne**
- ➔ **Pour une Palestine Libre sur tout le territoire historique, de la mer au Jourdain**
- ➔ **Droit au retour de tous les réfugié.e.s palestinien.ne.s**
- ➔ **Libération de tous les prisonnier.e.s palestinien.ne.s**

Notre fonctionnement

- | L'adhésion à notre collectif se fait de manière individuelle sur la base de l'accord avec notre plate-forme et de nos prises de positions.
- | Le collectif fonctionne sur les principes de l'auto
- | financement afin de permettre une indépendance totale. Nos sources de financements sont : les dons, les soirées de soutien, la vente de brochures et de matériels de
- | soutien et la cotisation mensuelle individuelle.
- | Nous nous réunissons tous les 15 jours et nos prises de positions se font à la majorité simple. Nous organisons, une fois par an, une assemblée générale qui
- | élabore le bilan politique de l'année écoulée et prépare un plan de travail pour l'année à venir.

Coup Pour Coup 31

est un collectif anti-impérialiste créé en mars 2009 à Toulouse.
Il regroupe des hommes et des femmes, français ou immigrés,
avec ou sans papiers, autour des axes développés par cette plate-forme.

Nos positionnements

Nous combattons l'impérialisme en tant que système de domination et d'exploitation.

Nous combattons toute forme d'intervention impérialiste, principalement française, dans le monde qu'elle soit politique, économique, militaire ou culturelle.

Nous combattons toute forme de racisme (antisémitisme, arabophobie...) et de chauvinisme.

Nous soutenons les luttes des peuples dans le monde qui se battent pour leur libération nationale et sociale. En particulier, les organisations progressistes et révolutionnaires qui porte un projet émancipateur pour toutes et tous.

Nous soutenons la résistance palestinienne qui se bat pour un seul Etat démocratique, laïc et multiculturel en Palestine sur le territoire historique.

Nous soutenons le droit à l'indépendance et à l'autodétermination des peuples des colonies françaises : Antilles, Guyane, Kanaky, etc.

Nous soutenons toutes les victimes progressistes et/ou révolutionnaires de la répression, quel que soit leurs choix tactiques et/ou stratégiques.

Nos actions

Nous organisons ou participons de manière unitaire à des rassemblements, manifestations en soutien aux peuples en lutte dans le monde, contre le racisme et contre la répression.

Nous coordonnons des rencontres internationalistes avec des militants progressistes et/ou révolutionnaires afin de populariser leurs combats.

Nous organisons également des projections, des débats ou autres événements pour diffuser nos campagnes et nos collectes de solidarité.

Nous mettons en place la distribution de bulletins et de tracts afin de faire connaître les luttes anti-impérialistes.



www.couppourcoup31.com



couppourcoup31@gmail.com



Cette brochure a été réalisée et éditée par les militant.e.s du collectif Coup pour Coup 31 à l'automne 2016.

www.couppourcoup31.com

